



Monsieur Gil Kleer  
4, am Schweitzerhaff  
L-8715 Everlange

**N/Réf. :** 2025-002278

**V/Réf. :** 2025-049-K

**Réf. MyGuichet :** 2025-A184-V665

### **Le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité**

Vu la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, ci-après la « loi modifiée du 18 juillet 2018 » et ses règlements d'exécution modifiés du 1<sup>er</sup> août 2018 ;

Considérant la demande et les annexes du 25 septembre 2025, versées par Monsieur Gil Kleer, aux fins d'obtenir l'autorisation pour la construction d'un hangar, d'un bassin de décantation pour eaux de lavage et la consolidation de la cour, sur des fonds inscrits au cadastre de la commune de Useldange, section D d'Everlange, sous les numéros 146/1249, 146/1038, 145/321 et 145/320 ;

Considérant que les activités d'exploitation sont opérées à titre principal au sens de la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales,

#### **Arrête :**

#### **Conditions générales**

- Article 1.-** Les constructions agricoles sont érigées sur des terrains inscrits au cadastre de la commune de Useldange, section D de d'Everlange, sous les numéros 146/1249, 146/1038, 145/321 et 145/320, conformément à la demande et aux plan soumis « 2025-049-K », indice H, daté au 19 septembre 2025 et élaboré par Agro Proket SA.
- Article 2.-** Aucun biotope protégé ou habitat visé par l'article 17 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 et de son règlement d'exécution modifié du 1<sup>er</sup> août 2018 n'est réduit, détruit ou détérioré aussi bien dans la partie aérienne que souterraine.
- Article 3.-** La partie supérieure des façades, définie par toute hauteur au-delà de 1 mètre, doit être habillée d'un bardage vertical en bois (épaisseur 24 mm). Le bois utilisé doit rester à son état naturel, c.-à.-d. non raboté et non traité et ne pourra faire l'objet d'aucun traitement ultérieur. Le bois doit être issu d'une essence suffisamment durable, tel que le chêne, le douglas et le mélèze.

**Article 4.-** Les portes sont réalisées en bois (identique à celui des parois) avec un cadre métallique, ou sous forme de portes sectionnelles de couleur gris ardoise non reluisante.

**Article 5.-** Les toitures sont réalisées en matériau de couleur gris ardoise non reluisante.

### **Phase de chantier**

**Article 6.-** Le préposé de la nature et des forêts (Triage de Preizerdaul, tél : 621 202 199) est averti avant le début et dès l'achèvement des travaux.

**Article 7.-** Un gabarit amovible (piquets en bois enfoncés aux futurs coins des constructions) reprenant l'emplacement exact des constructions est installé sur les lieux et réceptionné avant le commencement des travaux par le préposé de la nature et des forêts.

**Article 8.-** Les matériaux utilisés pour la fondation ne comportent ni béton asphaltique, ni goudron, ni déchets en plastique, bois ou métal, ni d'autres substances ou matériaux susceptibles de nuire à l'environnement naturel.

**Article 9.-** Toutes les mesures doivent être prises afin d'éviter une pollution de l'air, du sol et de l'eau.

**Article 10.-** Les travaux de terrassement non autorisés par la présente sont interdits et doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation à part, avec plans et coupes détaillés avant que les travaux puissent être poursuivis.

**Article 11.-** Le rejet d'eaux usées, d'huile ou d'autres matières polluantes susceptibles de polluer l'eau ou le sol est interdit.

### **Phase d'exploitation**

**Article 12.-** Les constructions ne servent qu'à des fins maraîchères.

**Article 13.-** Dans les environs immédiats du site concerné, l'éclairage est à limiter à un strict minimum pendant la nuit afin de créer une période sombre pour les espèces protégées particulièrement. Il est obligatoire de recourir à des lampadaires orientés à l'horizontale, à optique asymétrique permettant l'orientation du flux lumineux vers le bas. Les ampoules sont de préférence du type LED à spectre étroit et émettent plutôt dans l'ambre que dans le blanc.

**Article 14.-** Les eaux de toiture peuvent être recueillies dans une citerne.

**Article 15.-** Les alentours des constructions font l'objet d'un état en parfaite propreté.

**Article 16.-** Les eaux usées sont traitées puis évacuées conformément à l'autorisation délivrée en vertu de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

## **Hangar agricole**

**Article 17.-** Le hangar est réalisé conformément aux dimensions indiquées sur le plan soumis.

**Article 18.-** Le sol du hangar agricole (hangar de stockage, pour machines, atelier, etc.) doit être parfaitement étanche sans aucune connexion vers le réseau des égouts.

## **Bassin de décantation pour l'eau de lavage**

**Article 19.-** Le bassin de décantation pour eaux de lavage est réalisé conformément aux dimensions indiquées sur le plan soumis.

## **Aire de circulation et de manœuvre**

**Article 20.-** Les surfaces à consolider sont réalisées en béton ou béton asphaltique et ne dépassent pas 225m<sup>2</sup>.

## **Informations**

La présente est accordée sans préjudice d'autres autorisations et du droit de superficie éventuellement requis.

En vertu de l'article 60 (2) de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, l'autorisation est à afficher aux abords du chantier.

## **Recours**

Contre la présente décision, un recours en annulation peut être introduit devant le Tribunal administratif. Il doit être intenté par requête signée d'un avocat à la Cour dans un délai de trois mois à compter de la notification de la présente décision.

Dans le même délai, un recours gracieux peut être introduit par écrit auprès du Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité. Dans ce cas, le délai pour introduire le recours contentieux est suspendu. Si dans les trois mois à compter de l'introduction du recours gracieux une nouvelle décision intervient ou si aucune décision n'intervient, un nouveau délai de trois mois pour introduire le recours contentieux devant le Tribunal administratif commence à courir.

Une réclamation peut également être déposée auprès du Médiateur – Ombudsman. A noter que cette réclamation n'interrompt ni ne suspend les délais légaux des recours gracieux et contentieux. Le médiateur ne peut pas modifier la décision prise, mais peut intervenir auprès de l'autorité compétente afin d'essayer de trouver un arrangement.

## **Transmission**

Conformément à l'article 60 (2) de la loi modifiée du 18 juillet 2018, une copie de la présente est adressée à l'administration communale territorialement compétente.

Pour le Ministre de l'Environnement, du Climat  
et de la Biodiversité

Marianne Mousel  
Premier Conseiller de Gouvernement